

Lutte de classe

L'impasse du régime : une fin de règne.

La lecture de l'éditorial d'*Informations ouvrières* de cette semaine (n°735), rédigé par le secrétaire national du Parti des travailleurs, D. Gluckstein, ne nous a pas laissé indifférent. Nous conseillons à nos lecteurs (surtout aux camarades du PT) de le lire attentivement et de le confronter au texte et aux arguments que nous vous soumettons ici. L'impasse dans laquelle se trouve actuellement le gouvernement semble intéresser particulièrement le PT.

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où les travailleurs et jeunes sont de plus en plus nombreux à se mobiliser contre le CNE-CPE-LMD ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où le mouvement se radicalise et prend conscience que les contre-réformes du gouvernement Chirac-de Villepin s'attaquent en réalité à l'ensemble des droits sociaux et démocratiques de l'immense majorité de la population ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où les étudiants réunis par milliers en assemblée générale dans des dizaines d'universités à travers le pays votent démocratiquement la grève générale et exigent la démission du gouvernement ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où les lycéens et les étudiants associent à leur combat contre le CPE, la nécessaire abrogation du CNE, du LMD, de loi sur l'égalité des chances, etc. ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où la liaison est en train de se réaliser entre les lycéens, les étudiants et les travailleurs à travers tout le pays ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où le pouvoir vacille sous la mobilisation grandissante des travailleurs et jeunes contre le pouvoir en place, contre le gouvernement Chirac-de Villepin ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

Peut-on parler d'une "impasse" au moment où les métallurgistes se mettent en grève en Allemagne dans la foulée des fonctionnaires, où le pouvoir en place est contesté de Bangkok à Manille, de Quito à Kiev, de Bagdad à Séoul ?

Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est dans l'impasse ?

L'impasse politique, elle est uniquement dans la tête de ceux qui ne veulent surtout pas que le fondement de l'État bourgeois soit remis en cause, que les masses se soulèvent pour poser la question centrale et déterminante du régime.

Le mouvement actuel effraie naturellement ceux qui prédisent que "*les conséquences pourraient être tragiques*" (IO n°735) s'il devait se poursuivre. Tout ce qu'ils trouvent à dire, c'est que le renversement du gouvernement, un changement de régime "*n'est pas l'ordre du jour immédiat*" (idem) sans fournir la moindre explication, le moindre argument pour soutenir leurs allégations. On croirait entendre Maurice Thorez en juin 36 !

Tout les prétextes sont bons pour soutenir le régime en place, pour éviter de poser la question de la grève générale, la question du régime et des institutions réactionnaires de la Ve République qui est à la base de toutes les contre-réformes, voilà la vérité. Dans ces conditions, inutile de dire qu'il serait insensé de poser la question d'une manifestation centrale et nationale à Paris devant l'Assemblée nationale, vous n'y penser pas !

D'un côté, il y a l'ensemble des dirigeants des partis et des syndicats se réclamant du mouvement ouvrier qui en appellent encore une fois à Chirac, au sommet de l'État bourgeois, au représentant du capital, pour leur venir en aide, pour qu'il leur apporte "*des solutions*" sur un plateau, à l'instar de la secrétaire confédérale de la CGT, Maryse Dumas qui a déclaré "*L'espoir a changé de camp. Le président de la République tient les clés de la situation dans ses mains, s'il veut que notre pays retrouve une dynamique de progrès social*" (Reuters). Ils auront tout tenté pour essayer d'endiguer, de briser le mouvement de fond qui se dresse contre les inégalités et l'injustice sociale.

De l'autre côté, il y a les lycéens, les étudiants et les travailleurs cherchant une issue politique qui permettrait de satisfaire toutes les revendications. Ils doivent affronter en permanence les appareils des partis et des syndicats arc-boutés pour tenter de protéger et de sauver le gouvernement et le régime, les renvoyant à 2007 ou à un futur encore plus lointain.

L'accumulation et la violence des coups portés par le gouvernement contre les travailleurs et jeunes depuis le 29 mai 2005 est certes un déni de démocratie. Le rejet du projet de "Constitution" européenne et de la politique menée par le gouvernement Chirac-Raffarin s'est inscrit dans un mouvement de rejet des institutions et des partis institutionnels qui s'était manifesté une première fois le 21 avril 2002, puis à trois reprises en 2004 lors des élections cantonales, régionales et européenne.

La lutte de classe et le mûrissement de la conscience de classe du prolétariat est un processus dialectique : à un moment donné, la quantité se transforme en qualité (relire Anti-Dühring d'Engels). Du rejet des contre-réformes des retraites, de la Sécu, de l'Éducation nationale, de la santé, du logement, du droit du travail, des services publics, etc., on est en train d'assister au rejet massif pur et simple des institutions de la Ve République, de l'État bourgeois.

Si tous les mouvements sociaux ont échoué entre 2002 et 2006, trahis par les appareils, la conscience politique des travailleurs et jeunes n'a pas cessé de mûrir durant toute cette période, voilà ce que démontre le mouvement actuel qui se focalise de plus en plus contre l'État et ses institutions.

N'est-ce pas Chirac lui-même qui a dit que l'action de son gouvernement s'inscrivait dans « *le cadre du respect et du fonctionnement des institutions de la Ve République* ». Pourquoi l'a-t-il dit ? L'aurait-il dit si les institutions de la Ve République ne constituaient pas le dernier rempart protégeant le régime ?

Involontairement, Chirac a parfaitement démontré qu'il ne tenait pas sa légitimité de la souveraineté populaire, mais des institutions vermoulues et antidémocratiques de la Ve République. Pour qu'il place la barre si haut, c'est parce qu'il sent très bien que les travailleurs et jeunes sont prêts à se lancer à l'assaut de la citadelle de l'État bourgeois qui concentre et incarne à leurs yeux toutes les inégalités et l'injustice sociale.

Question : Ce qui est possible dans les lycéens et les universités, c'est-à-dire la convocation d'assemblées générales intégrant les organisations, établissant la liste des revendications à satisfaire et décidant démocratiquement de la suite à donner au mouvement, ne serait pas possible au niveau de tout le pays, dans chaque entreprise, dans chaque commune, afin de se doter d'un organe central, national de représentation et de décision posant également la question du gouvernement et du régime ?

Pourquoi ne pas dire qu'on n'en veut pas, au lieu de parler "d'impasse" ?

Le mouvement en cours est à relier aux événements qui se sont produits dans les banlieues ouvrières en novembre 2005. C'est toute la jeunesse qui se dresse contre le pouvoir.

Au moment où la jeunesse commence à prendre conscience de sa force, on voudrait l'empêcher de concentrer son combat contre l'État, alors que tous les mauvais coups viennent justement du sommet de l'État. La jeunesse exprime tout haut ce que l'immense majorité des travailleurs des villes et des campagnes pensent tout bas : cela ne peut plus continuer ainsi, il faut un changement de politique, immédiatement.

En réalité, ceux qui parlent "d'impasse" sont les mêmes qui n'ont aucune perspective politique à proposer à la jeunesse et aux travailleurs de ce pays. En dernière analyse, ils n'ont pas confiance dans la capacité du prolétariat à résoudre les questions auquel il est et sera confronté. Ceux qui parlent "d'impasse" ne font qu'exprimer leur propre incurie, leur propre incapacité à coller au mouvement des masses, ils se désignent eux-mêmes comme étranger à ce mouvement.

Question : N'est-ce pas lorsque les masses surgissent bruyamment sur la scène de la lutte de classe posant consciemment ou non toutes les questions politiques non résolues au cours des décennies précédentes, lorsque la lutte de classe prend la forme d'un combat direct classe contre classe qu'elles construisent leur parti révolutionnaire, qu'elles réfléchissent avec plus d'acuité aux organes de représentation politique qui leur font défaut et dont elles doivent se doter pour prendre le pouvoir ?

Les travailleurs et jeunes ont besoin d'affronter l'appareil d'État pour savoir ce qu'il a dans le ventre, pour vaincre les dernières illusions, pour prendre conscience de la nécessité de s'organiser pour l'abattre. Sinon, sans cette expérience comment pourraient-ils se poser ces questions déterminantes, pour avancer vers le socialisme ?

Il est évident que le prolétariat essuiera encore des revers et des défaites, c'est inévitable, qu'il ne pourra pas prendre le pouvoir du jour au lendemain, car le plus important sera encore de le conserver. C'est aussi dans la défaite que la détermination et les convictions des masses se forment et se renforcent, nous en avons la preuve sous les yeux chaque jour.

En conclusion, ceux qui nous parlent "d'impasse" rejoignent en fait ceux qui nous disent qu'en dehors du capitalisme, il n'y aurait aucune issue politique. Ce n'est pas dit de la même manière, c'est plus subtile évidemment, ne soyons pas naïfs. Nous de notre côté, nous avons essayé de démontrer le contraire.

Ajoutons une dernière réflexion : il est tout à fait symptomatique et révélateur que le Parti des travailleurs à travers son secrétaire nationale s'inquiète autant de l'avenir du gouvernement et du régime qu'il prétend combattre, car cela n'aura échappé à aucun camarade que ce n'est pas le mouvement du prolétariat et de sa jeunesse qui est dans une impasse, mais bien le gouvernement, et le PT semble-t-il.